



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/2/LKA/3
3 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Deuxième session
Genève, 5-16 mai 2008

**RÉSUMÉ ÉTABLI PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME
CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 c) DE L'ANNEXE À LA
RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME***

Sri Lanka

Le présent rapport est un résumé de 32 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être à l'absence de communications des parties prenantes. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Le premier cycle de l'Examen étant de quatre ans, les informations qui figurent dans le présent rapport ont principalement trait à des faits qui se sont produits après le 1^{er} janvier 2004.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE

A. Étendue des obligations internationales

1. L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) note avec préoccupation que, dans un jugement rendu en 2006, la Cour suprême de Sri Lanka a déclaré inconstitutionnelle l'adhésion de Sri Lanka au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui autorise les particuliers à adresser des plaintes au Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies après épuisement des recours juridiques internes². Selon une communication présentée par la Joint Civil Society, la loi se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adoptée ultérieurement, en 2007, ne contient aucune référence aux droits les plus importants consacrés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et n'ajoute rien quant au fond au chapitre de la Constitution consacré aux droits fondamentaux³.

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. Amnesty International (AI) note que de nouvelles restrictions ont été apportées aux droits civils et politiques depuis la réintroduction du Règlement d'exception en août 2005. Le nouveau règlement autorise le Gouvernement à faire appel à l'armée pour les opérations de ratissage et à arrêter sans inculpation toute personne soupçonnée de participation à des activités terroristes. L'organisation relève avec préoccupation que bon nombre de dispositions du Règlement d'exception sont formulées en des termes vagues et pourraient par conséquent être utilisées pour ériger en infraction de nombreuses activités, et notamment les enquêtes et reportages des médias. Des cas d'utilisation discriminatoire de ces dispositions à l'égard des Tamouls ont aussi été signalés⁴. AI recommande au Gouvernement d'abolir toutes les dispositions d'exception actuellement en vigueur ou de les mettre en conformité avec la législation et les normes internationales relatives aux droits de l'homme⁵.

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

3. AI indique que le dix-septième amendement à la Constitution, voté par le Parlement en 2001, prévoit la création d'un conseil constitutionnel indépendant doté de 10 membres et chargé de recommander des candidats pour les principales commissions publiques de manière à garantir leur indépendance⁶. Pour le Sri Lanka Democracy Forum (SLDF), le fait qu'aucun membre du Conseil constitutionnel n'ait été désigné et que le Président ait ultérieurement décidé de nommer directement les membres de la Commission nationale des droits de l'homme de Sri Lanka et de la Commission de la police indique que les organes responsables de l'administration de la justice pénale sont contrôlés par l'exécutif⁷.

4. Selon l'OMCT, le Comité international de coordination des institutions nationales a récemment déchu la Commission des droits de l'homme de Sri Lanka de son statut de membre à part entière et l'a reléguée au rang d'observateur, en raison de l'irrégularité de la nomination de ses commissaires et du manque d'impartialité et d'objectivité du fonctionnement de cette commission⁸, qui, ainsi que le relève AI, s'est déclarée publiquement incapable d'enquêter sur les disparitions⁹. Human Rights Watch (HRW) ajoute que la Commission des droits de l'homme ne peut exercer ses activités de surveillance et d'enquête en raison des mesures imposées par les forces de sécurité et du manque de soutien du Gouvernement¹⁰. L'organisation People for Equality and Relief in Lanka (PEARL) indique que le bureau de la Commission à Jaffna n'est pas en mesure de donner suite aux plaintes déposées par des centaines de civils concernant des exécutions extrajudiciaires et des enlèvements, de crainte des répercussions possibles de l'annonce des résultats de ses enquêtes dans une région fortement militarisée¹¹.

5. La Joint Civil Society indique que, devant les critiques faisant état de violations des droits de l'homme, le Gouvernement a mis en place une multitude d'institutions spécialisées, de comités et de commissions d'enquête, qui ne sont d'aucune utilité pour amener les coupables à rendre des comptes et n'exercent aucun effet dissuasif¹². Le SLDF relève que les organismes d'enquête les plus importants sont la Presidential Commission of Inquiry (CoI), qui est chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme les plus graves, et l'International Independent Group of Eminent Persons (IIGEP) avec lequel elle est associée. À sa connaissance, s'ils détiennent quelque pouvoir pour lutter contre le problème de l'impunité, aucun de ces deux organismes ne peut se substituer au système international de surveillance des droits de l'homme ou au système de justice pénale internationale¹³. Il déclare que la CoI n'a pas été capable de mener à bien un seul cas dans sa première année d'existence et relève que la CoI et l'IIGEP n'exercent aucun effet dissuasif contre les violations qui continuent et qu'ils n'ont pas rendu justice aux familles des victimes¹⁴.

6. Selon la Joint Civil Society, un projet de loi visant à créer une commission indépendante sur les femmes, publié il y a près de dix ans, n'a toujours pas été adopté par le Parlement bien qu'il ait été soumis au Gouvernement il y a plusieurs années¹⁵.

II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

7. Selon la Commission internationale de juristes, la mise en place d'une présence internationale de contrôle des droits de l'homme à Sri Lanka est préconisée aussi bien par le HCDH que par divers organismes¹⁶. Le SLDF est convaincu, dans les circonstances actuelles, que la présence de l'ONU sur le terrain est nécessaire et pourrait, dans le cadre d'un mandat de protection, de surveillance, d'enquête et d'information, aider à protéger les droits de l'homme et à lutter contre la culture de l'impunité¹⁷. Christian Solidarity Worldwide (CSW) demande instamment au Gouvernement et aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) d'autoriser la présence d'organes internationaux indépendants de surveillance des droits de l'homme¹⁸.

8. La Commission internationale de juristes relève que, depuis le milieu de l'année 2004, le HCDH a mis au service de l'équipe de pays de l'ONU à Sri Lanka un conseiller principal pour les questions relatives aux droits de l'homme. Les attributions de ce conseiller sont définies dans son mandat, qui consiste à affecter des volontaires pour soutenir les bureaux régionaux du Conseil des droits de l'homme et faciliter la coopération entre les institutions de défense des droits de l'homme. Ses pouvoirs sont négligeables au regard des missions de pays du HCDH¹⁹.

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit humanitaire international en vigueur

1. Égalité et non-discrimination

9. Selon une communication présentée conjointement par trois organisations non gouvernementales (JS2), les femmes représentent un groupe particulièrement vulnérable du fait qu'elles sont à la fois l'objet de discriminations fondées sur l'ethnie, la caste, le rang social et le sexe. Elles sont particulièrement affectées par le chômage qui a contraint certaines d'entre elles à grossir les effectifs des émigrants²⁰. Women and Media Collective (WMC) note que le projet de loi relatif aux droits des femmes doit encore être finalisé et approuvé par le Parlement et que le viol entre époux n'est reconnu qu'en cas de séparation judiciaire²¹. Le Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE) demande instamment à Sri Lanka de revoir toutes les dispositions législatives

discriminatoires à l'égard des femmes et de les abroger ou de les modifier afin de les mettre en conformité avec les normes universellement reconnues applicables aux droits de l'homme²².

10. WMC indique que la politique nationale de distribution de la propriété foncière attribue la propriété au chef de famille qui, selon la tradition, ne peut être qu'un homme, excepté dans les cas où celui-ci est décédé ou porté disparu. Près de 95 % des habitations qui ont été détruites par le tsunami dans l'est du pays appartenaient à des femmes musulmanes qui n'ont pas bénéficié du droit à un logement de remplacement du fait que seul le nom de l'adulte mâle de la famille était inscrit au cadastre²³.

11. D'après la communication JS2, si la discrimination ouvertement fondée sur le système de caste semble reculer lentement dans la plupart des régions de Sri Lanka, de nouvelles recherches font état de poches résiduelles de populations marginalisées dans divers endroits, notamment parmi les Mahaiyawa à Kandy, les Wilgoda à Kurunegala et dans les camps de personnes déplacées dans la péninsule de Jaffna²⁴. JS2 demande instamment au Gouvernement de réviser et de faire appliquer le cadre juridique en vigueur de sorte que ces personnes puissent disposer de recours utiles à l'échelon national et de décréter l'interdiction des pratiques discriminatoires tant dans les lieux publics que dans les lieux privés²⁵.

12. Equal Ground (EG) met l'accent sur les principales difficultés rencontrées par les membres de la communauté des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels, des transsexuels et des intersexués ainsi que des personnes qui se remettent en question (LGBTIQ) à Sri Lanka dans l'exercice de leurs droits de l'homme, et notamment les propos haineux fondés sur l'orientation sexuelle, qui sont sanctionnés par l'État, les tracasseries juridiques à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme qui militent pour la défense des droits des LGBTIQ, l'impunité des crimes commis contre ces personnes, les violences, menaces de mort et exécutions extrajudiciaires fondées sur l'orientation sexuelle, la marginalisation et les persécutions dont font l'objet ces personnes²⁶. La Joint Civil Society précise que les membres de la communauté LGBTIQ n'ont pas accès aux services de santé, à l'éducation et à l'emploi et ne peuvent pas participer à la vie sociale et publique²⁷.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

13. Relevant la reprise des hostilités à grande échelle entre le Gouvernement sri-lankais et les LTTE depuis le milieu de l'année 2006 et la rupture officielle du cessez-le-feu par le Gouvernement en janvier 2008, HRW se déclare vivement préoccupée par le risque de recrudescence de la violence²⁸. L'organisation note que les LTTE s'en sont pris directement à la population civile, qui a été la cible de mines terrestres commandées à distance et d'attentats suicides. Ils ont assassiné des opposants politiques présumés et enrôlé de force des membres de la minorité tamoule dans leurs rangs. HRW relève en outre que les bombardements aveugles lancés par les forces de sécurité sri-lankaises ont fait de nombreuses victimes parmi les civils et que l'on déplore un grand nombre de «disparus»²⁹. CSW précise que le Gouvernement, les LTTE, le Groupe Karuna et d'autres groupes paramilitaires sont accusés de procéder à des exécutions extrajudiciaires³⁰. S'agissant de l'augmentation du nombre d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, Minority Rights Group International (MRG) relève qu'il existe de sérieux indices d'une collusion entre l'armée sri-lankaise et la faction dissidente Karuna ainsi que d'autres groupes paramilitaires en matière de violation des droits de l'homme³¹.

14. La Joint Civil Society signale que les violations flagrantes du droit international humanitaire sont de plus en plus nombreuses depuis deux ans, notamment des attaques dirigées contre des civils, des lieux de culte, des hôpitaux et des écoles et la réinstallation forcée des personnes déplacées³². PEARL insiste sur le fait que dans les zones de haute sécurité du nord et de l'est, les habitants sont

chassés de chez eux par les forces de sécurité sans bénéficier de mesures d'indemnisation ou de voies de recours³³. L'ACHR note que des groupes d'opposition armés se sont rendus coupables de graves violations du droit international humanitaire, telles que meurtres, enlèvements et enrôlement d'enfants soldats. De tous les acteurs non étatiques, les LTTE sont ceux qui commettent les violations les plus graves du droit international humanitaire, notamment des attentats à l'explosif dirigés contre la population civile³⁴. Le SLDF précise que les LTTE ont à plusieurs reprises empêché la population civile de fuir les secteurs en proie à des attaques militaires, afin de les utiliser comme bouclier humain³⁵. L'IDMC recommande à toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et de prendre des mesures en vue d'assurer la protection des civils contre les dangers liés aux opérations militaires, y compris les déplacements forcés et arbitraires³⁶.

15. Selon la Commission internationale de juristes, les autorités sri-lankaises n'ont pas su ou n'ont pas voulu s'attaquer au problème du nombre croissant d'attentats ciblés contre des fonctionnaires d'organismes d'aide internationale commis sur le territoire national³⁷. L'Asian Centre for Human Rights (ACHR) précise que l'enquête ouverte sur le massacre de 17 employés de l'organisation Action contre la faim à Muttur le 5 août 2006, n'a toujours pas abouti³⁸.

16. AI souligne l'ampleur du phénomène des disparitions forcées à Sri Lanka, qui n'est pas cantonné aux régions du nord et de l'est du pays mais s'étend aussi à la capitale, Colombo. Plusieurs centaines de cas de disparitions forcées ont été signalés dans le courant du premier semestre de 2007. AI note que bon nombre de ces disparitions se produisent à l'intérieur des zones de haute sécurité et pendant les heures de couvre-feu, ce qui laisse à penser que certaines d'entre elles au moins sont imputables à des personnes qui travaillent directement sous les ordres ou avec l'accord des forces de sécurité, et en particulier de l'armée sri-lankaise³⁹. L'Asian Legal Resource Centre (ALRC) précise qu'un petit nombre de victimes ont été libérées par leurs ravisseurs, lesquels auraient, semble-t-il exigé le paiement de fortes sommes d'argent ou les auraient sommées de renoncer à leurs activités ou de ne pas divulguer d'informations à leur sujet. La grande majorité des disparus restent introuvables⁴⁰.

17. Le Tamil Information Centre (TIC) fait état d'actes de torture et de mauvais traitements pratiqués par les forces armées, les groupes paramilitaires et la police dans les camps militaires et les commissariats⁴¹. La Joint Civil Society précise que les détenus ne peuvent pas s'entretenir en privé avec leur avocat et que les interrogatoires se déroulent en présence de membres des forces de l'ordre, ce qui explique le manque de transparence dans l'information concernant les tortures infligées aux détenus⁴². Le SLDF note que, selon le règlement d'exception, une mesure d'internement administratif peut être prononcée pour une durée allant jusqu'à un an, sans faire l'objet d'une surveillance judiciaire par un tribunal de droit commun et sans que soient appliquées les garanties prévues dans le droit international visant à protéger les détenus contre la torture⁴³. Le TIC ajoute que les dispositions du règlement d'exception et de la loi sur la prévention du terrorisme, selon lesquelles les aveux peuvent être utilisés comme élément de preuve devant le tribunal, constituent une incitation à la torture⁴⁴. Selon AI, l'adoption en 1994 de la loi relative à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants témoigne d'une volonté de pénaliser la torture et de traduire les coupables devant la justice. Un nombre important d'actes d'accusation ont été soumis en vertu de cette loi. Toutefois, dans la majorité des cas, les poursuites ouvertes contre des agents de police ou des membres des forces armées pour enlèvement, détention illicite ou torture n'ont pas abouti en l'absence de preuves suffisantes et de témoins⁴⁵.

18. La Joint Civil Society relève que de nombreux témoignages font état d'actes de violence physique et sexuelle commis par des membres de la famille, des enseignants et des membres du clergé sur des enfants⁴⁶. La Global Initiative to End all Corporal Punishment of Children (GIECP)

fait observer qu'à l'occasion d'une réunion du South Asia Forum tenue en juillet 2006, à la suite de la consultation régionale organisée en 2005 sur l'étude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'égard des enfants, le Gouvernement s'était engagé à interdire les châtiments corporels en tout lieu, y compris dans le cadre du foyer⁴⁷.

19. Le Sri Lankan Civil Society Working Group on Child Recruitment (SLCSWG) note que l'enrôlement forcé d'enfants et l'utilisation d'enfants soldats sont depuis longtemps associés aux violents conflits ethniques qui font rage à Sri Lanka⁴⁸. Le SLDF s'étonne de ce qu'en dépit des assurances données à l'ONU et de la surveillance internationale mise en place dans ce domaine, les LTTE et le groupe Karuna continuent à enrôler des enfants et ne respectent pas les engagements qu'ils ont pris de libérer tous ceux qui combattent dans leurs rangs. Le SLDF note en outre que si ces enrôlements d'enfants sont principalement le fait des LTTE et du Tamil Makkal Viduthalai Pulighal (TMVP), également connu sous le nom de groupe Karuna, et compte tenu des liens étroits qui existent de toute évidence entre le TMVP et le Gouvernement, ce dernier ne peut pas dégager ses responsabilités pour les actes commis par le TMVP⁴⁹. Le HRW demande instamment au Gouvernement de cesser immédiatement toute collaboration avec le groupe Karuna dans l'enrôlement d'enfants et de s'acquitter de son engagement d'enquêter sur la responsabilité des forces de sécurité dans l'enrôlement d'enfants et d'autres enlèvements par le groupe Karuna et de faire traduire les coupables en justice⁵⁰.

20. Le JCSR fait état d'une intensification des actes de violence commis contre des femmes⁵¹. L'ACHR ajoute que les femmes sont particulièrement exposées à la violence en temps de guerre en raison de leur sexe. En dépit de l'adoption par le Parlement sri-lankais de la loi sur la prévention de la violence domestique, en 2005, les voies de recours dont disposent les femmes à l'échelon national sont encore insuffisantes⁵². Selon le WMC, il n'est pas rare que l'examen des affaires relatives à des délits à caractère sexuel prenne entre cinq et douze ans. S'agissant de la violence domestique, la majorité des plaintes enregistrées par les services de police sont réglées par voie de médiation ou transférées au conseil des médiations et les dispositions de la loi sur la violence domestique sont rarement invoquées⁵³.

21. L'International League for the Rights and Liberation of People (LIDLIP) relève qu'en violation des dispositions légales, il existe toujours des centres de détention non autorisés, des personnes sont arrêtées à l'insu des tribunaux et de la Commission nationale des droits de l'homme et sans que les parents en soient informés, que des registres soient tenus ou que les lieux de détention soient communiqués⁵⁴. AI est aussi préoccupée par certaines informations selon lesquelles les garanties de procédure ne seraient pas respectées lors de l'arrestation et de la détention⁵⁵. S'agissant du manque de clarté des procédures à suivre en cas d'arrestation, elle fait observer qu'il n'existe pas actuellement de registre centralisé des détenus ni de procédure garantissant l'obligation d'informer les familles et la Commission nationale des droits de l'homme dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrestation⁵⁶ du lieu dans lequel se trouvent les personnes arrêtées et des motifs de leur arrestation. L'ALRC relève aussi l'augmentation récente du nombre de décès de personnes tuées au cours de leur garde à vue par des policiers qui invoquent la légitime défense pour se couvrir⁵⁷. Elle souligne que les prisons sont surpeuplées et ne disposent pas des services et des installations de base⁵⁸.

22. Le WMC signale que des femmes détenues en application de la législation sur la sécurité publique se plaignent de ne pas bénéficier des garanties de base. En ce qui concerne les centres de détention pour mineures, aucune séparation n'est prévue entre les filles en conflit avec la loi et celles qui ont besoin de soins et de protection. Les filles ayant subi des violences sexuelles sont placées en garde à vue dans l'attente de l'issue du procès intenté contre leurs violeurs⁵⁹. Le HRW demande instamment au Gouvernement de veiller à ce que toutes les personnes placées en garde à

vue soient transférées dans des lieux de détention reconnus et que tous les détails relatifs à leur détention soient consignés dans un registre; les personnes détenues doivent être autorisées à s'entretenir avec des membres de leur famille ainsi qu'avec leur avocat; et elles doivent être rapidement traduites devant un juge et tenues informées des raisons de leur arrestation ainsi que de toute accusation portée à leur encontre⁶⁰.

3. Administration de la justice et primauté du droit

23. D'après l'ACHR, les ingérences politiques au sein de la Cour suprême et du Conseil supérieur de la magistrature compromettent gravement l'indépendance de l'appareil judiciaire à Sri Lanka. Les transferts arbitraires de magistrats dans les affaires d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées qui sont très médiatisées nuisent à l'impartialité de la procédure judiciaire⁶¹. L'ALRC ajoute que l'indépendance du Ministère de la justice est sérieusement mise en cause⁶². Le MRG fait observer que le fait que l'armée n'ait pas appliqué certaines décisions récentes de la Cour suprême de Sri Lanka imposant des restrictions aux opérations de ratissage a sérieusement porté atteinte à l'efficacité de la magistrature⁶³. L'ACHR demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'il n'y ait aucune ingérence politique dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire sri-lankais et de garantir le droit à un procès et à une justice équitables en particulier aux membres de la minorité tamoule⁶⁴.

24. AI se déclare gravement préoccupée par la persistance du climat d'impunité à l'égard des violations des droits de l'homme commises dans le contexte du conflit, dont font état les défenseurs des droits de l'homme et d'autres acteurs de la société civile à Sri Lanka⁶⁵. Le HRW note que ces deux dernières années, le Gouvernement a mis en place au moins neuf organes spéciaux chargés d'enquêter sur les disparitions et autres violations des droits de l'homme et qu'aucun d'eux n'a encore obtenu de résultats concrets⁶⁶. Selon le SLDF, le règlement d'exception limite la responsabilité des autorités civiles et militaires en leur accordant l'impunité pour tout acte accompli «de bonne foi». De plus, la législation sri-lankaise ne définit pas clairement la responsabilité des supérieurs hiérarchiques⁶⁷. Le HRW dénonce l'inefficacité des enquêtes menées par la police et des poursuites entreprises par le ministère public, sur les violations des droits de l'homme⁶⁸. Le SLDF précise que seul un très petit nombre de cas de violation des droits de l'homme sont recensés et donnent lieu à des poursuites. Dans les rares cas de violation des droits de l'homme dans lesquels les auteurs ont été poursuivis, seuls les officiers subalternes ont été inquiétés et la responsabilité des supérieurs hiérarchiques n'a pas été mise en cause ou établie⁶⁹. L'ACHR cite le cas exceptionnel de la condamnation à mort par la Chambre d'assise de la Cour suprême, le 20 janvier 2006, de cinq membres de l'armée impliqués dans le massacre d'Udathalawinna, qui ont été reconnus coupables du meurtre de 10 jeunes gens le 5 décembre 2001, le jour des élections générales⁷⁰.

25. L'OMCT relève l'absence de programme de protection des témoins à Sri Lanka et précise qu'un projet de loi y relatif a été déposé il y a plusieurs mois devant le Parlement⁷¹.

26. AI recommande au Gouvernement de veiller à ce qu'il soit procédé sans délai à une enquête impartiale sur tous les cas de meurtre, de disparition forcée, de torture ou autre mauvais traitement et pour toute autre grave violation des droits de l'homme; que les coupables soient traduits en justice selon une procédure conforme aux normes internationales d'équité et que les victimes et les survivants obtiennent réparation⁷². De plus, le HRW demande au Gouvernement de veiller à ce que les membres des forces de sécurité impliqués dans des violations des droits de l'homme fassent l'objet de mesures disciplinaires ou de poursuites, selon le cas, y compris leurs supérieurs hiérarchiques, si ces derniers étaient au courant des violations qui allaient être commises ou auraient dû l'être et s'ils n'ont rien fait pour les empêcher⁷³.

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

27. La Joint Civil Society s'inquiète de ce que les relations sexuelles librement consenties entre adultes du même sexe sont toujours considérées comme un délit aux termes des articles 365 et 365A du Code pénal de 1883⁷⁴. L'ILGA et Equality Ground (EG) partagent cette inquiétude⁷⁵.

28. Le WMC signale que le droit musulman des personnes n'accorde pas les mêmes droits aux hommes et aux femmes en ce qui concerne le mariage et le divorce; il n'y a pas d'âge minimum pour contracter mariage et la polygamie est autorisée. L'organisation ajoute que si le consentement de la femme est nécessaire en théorie, dans la pratique, des femmes peuvent être mariées contre leur gré. Les hommes peuvent divorcer sans fournir de motif ni verser de compensation et il incombe à la femme d'apporter la preuve de la faute. Les femmes musulmanes ne peuvent pas occuper des postes de juge aux affaires familiales ou d'officier de l'état civil⁷⁶.

5. Liberté de circulation

29. Le SLDF note que le Gouvernement et les LTTE empêchent la population civile de fuir les zones de conflit. L'organisation fait remarquer que le Gouvernement a fermé la route A9, qui est la seule route terrestre permettant d'entrer à Jaffna et d'en repartir. Cette mesure a en outre pour effet de perturber gravement le transport d'articles essentiels tels que les produits alimentaires et les fournitures médicales ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire⁷⁷. L'IDMC précise que les LTTE continuent à imposer des restrictions draconiennes à la population vivant dans la région de Vanni, sous leur contrôle. Ainsi, personne ne peut quitter la région sans laisser en gage des membres de sa famille comme garantie de son retour⁷⁸.

6. Liberté de religion ou de convictions, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

30. L'Institute on Religion and Public Policy (IRPP) fait remarquer que la liberté de religion, qui est généralement respectée et protégée, tant par le Gouvernement que par l'ensemble de la société à Sri Lanka, risque d'être gravement compromise par le projet de loi sur la conversion religieuse⁷⁹. Le Becket Fund for Religious Liberty (BFRL) souligne en particulier que ce projet de loi aurait pour effet de criminaliser un principe central de la liberté religieuse: le droit de choisir librement sa religion et d'en changer⁸⁰. Il ajoute que, depuis 2001, la Cour suprême a adopté une série de décisions judiciaires faisant jurisprudence qui tendent à restreindre les droits des religions autres que le bouddhisme en vertu de la loi⁸¹. L'IRPP relève que des épisodes de violence religieuse et de tension se produisent sporadiquement⁸².

31. Le JCSR relève que la liberté de la presse a été fortement entravée par l'imposition de limites sévères à l'information relative au conflit⁸³. Le SLDF note que le règlement d'exception porte atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression de façon alarmante en autorisant le Président à interdire toute réunion publique, toute procession ou tout rassemblement qui lui paraît susceptible de menacer la sécurité nationale ou l'ordre public⁸⁴. Selon la Joint Civil Society, des journalistes et des institutions ont fait l'objet d'actes de violence et d'intimidation divers: assassinats, coups et blessures, incendies volontaires et mesures d'intimidation⁸⁵. L'ACHR demande instamment au Gouvernement de garantir l'indépendance et de protéger la liberté des médias et de ne pas se prévaloir de dispositions de la législation antiterrorisme pour interroger et arrêter des journalistes à des fins politiques⁸⁶. L'OMCT note que les défenseurs des droits de l'homme à Sri Lanka sont de plus en plus souvent victimes de persécutions et de menaces de mort⁸⁷.

32. Selon la Joint Civil Society, la procédure applicable à l'élaboration et l'adoption des textes législatifs ne fait pas suffisamment appel à la consultation et manque de transparence et elle ne laisse guère de place à un échange de vues. Bien souvent, les textes de loi sont présentés au Parlement comme des «projets de loi urgents» afin d'empêcher la population de s'opposer à des mesures législatives susceptibles de porter atteinte aux droits fondamentaux⁸⁸.

7. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

33. La Joint Civil Society note que les plantations sont gérées par des sociétés privées et que les questions salariales et sociales sont régies par des conventions collectives conclues entre les syndicats de travailleurs et la fédération des employeurs de ce secteur. L'une des principales revendications des travailleurs, à savoir l'obtention d'un salaire mensuel, n'a jamais été acceptée⁸⁹.

34. En ce qui concerne le Département du recensement et de la statistique, WMC signale que la plupart des femmes qui travaillent occupent des emplois semi-qualifiés ou non qualifiés, qui sont les plus mal rémunérés. Dans le secteur privé, la rémunération versée aux femmes employées dans le secteur structuré qui sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires ou de niveau supérieur équivaut à 67 % du traitement versé aux hommes ayant des qualifications égales. Dans le secteur non structuré, l'écart est encore plus important. Les femmes qui travaillent dans les zones de libre-échange n'ont pas droit à des congés, contrairement à celles qui travaillent pour l'État. Elles sont souvent obligées de faire des heures supplémentaires. En raison du stress physique lié à la nature exigeante du travail, elles sont bien souvent incapables d'exercer une activité de façon continue⁹⁰.

8. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

35. Selon le TIC, depuis août 2006, le Gouvernement impose des restrictions à l'acheminement des produits alimentaires, combustibles, médicaments, matières premières et autres biens essentiels dans les zones du nord-est contrôlées par les LTTE⁹¹. En ce qui concerne la situation des personnes déplacées, l'International Displacement Monitoring Centre du Conseil norvégien des réfugiés (IDMC) rapporte que la couverture des besoins essentiels tels que la nourriture, l'eau et le logement soulève d'énormes difficultés. La plupart de ces personnes ont un niveau de vie largement insuffisant et n'ont guère de chances de pouvoir exercer leurs autres droits du fait qu'elles ont difficilement accès à l'éducation ou aux soins de santé ainsi qu'à un travail qui leur permettrait de gagner leur vie⁹².

36. Selon la Society for Threatened Peoples (STP), depuis l'intensification des hostilités, les LTTE ont restreint l'accès aux zones de conflit, privant ainsi les personnes déplacées, de même que toutes les personnes affectées par le conflit, de la protection internationale et de l'assistance humanitaire dont elles ont besoin. En raison de la fermeture de la route A9, le Programme alimentaire mondial n'a pu acheminer vers la péninsule de Jaffna, dans le nord du pays, que 20 % du total de l'aide alimentaire nécessaire⁹³. L'IDMC précise que le Gouvernement refuse toujours d'accorder un accès illimité à de nombreux organismes d'aide humanitaire. Dans les zones de rapatriement auxquelles l'accès est «interdit», seuls l'ONU et le CICR peuvent obtenir des autorisations limitées de travailler dans certains endroits bien précis. Dans les zones de rapatriement auxquelles l'accès est «contrôlé», les institutions des Nations Unies, le CICR et les ONG internationales doivent se conformer à des procédures très strictes⁹⁴. Selon l'OMCT, ces restrictions, ainsi que les attaques contre des travailleurs humanitaires, ont conduit plusieurs organisations à suspendre leurs activités⁹⁵.

37. La Joint Civil Society note que les femmes et les jeunes filles victimes de viol et d'inceste ne sont pas autorisées à avoir recours à une interruption de grossesse légale. Il ajoute que la pénalisation du commerce du sexe oblige les travailleurs du sexe à travailler dans la clandestinité et les expose ainsi que leurs partenaires sexuels au risque de contracter le VIH/sida et d'autres infections sexuellement transmissibles⁹⁶.

10. Minorités et peuples autochtones

38. L'IDMC relève que les communautés minoritaires nourrissent quelques inquiétudes à l'égard des programmes démographiques financés par l'État visant à modifier la répartition ethnique dans la province de l'Est, dont elle a été informée par des résidents tamouls et musulmans de cette province. Ces programmes consistent notamment à implanter des Cinghalais dans les zones peuplées par des Tamouls et des musulmans, à déplacer les limites administratives en vue de réduire l'importance des communautés minoritaires dans certaines régions et à déclarer sacrés les territoires appartenant aux minorités afin de les affecter à la construction de temples bouddhistes⁹⁷. PEARL précise que quelque 400 civils tamouls ont été chassés de Colombo par la police en juin 2007, sous le prétexte qu'ils ne pouvaient pas fournir de raison valable de leur présence dans cette ville à ce moment-là⁹⁸.

39. La Islamic Human Rights Commission (IHRC) fait observer que les minorités musulmanes sont de plus en plus laissées pour compte par les politiques gouvernementales, alors qu'elles sont pourtant la cible délibérée des séparatistes armés qui leur prêtent un rôle dans le conflit. Selon la IHRC, le Gouvernement utilise des troupes de musulmans dans les opérations armées lancées contre les LTTE en riposte aux actes de violence que ces derniers sont accusés d'avoir commis contre les civils tamouls⁹⁹. L'ACHR ajoute que 130 000 musulmans croupissent toujours dans des camps de réfugiés dans des conditions de pauvreté scandaleuses, sans avoir accès à un emploi ni aux services de base en matière de santé et d'éducation¹⁰⁰. Le SLDF demande instamment aux LTTE de permettre aux communautés tamoules et musulmanes d'exercer leur droit à la liberté de circulation, d'expression, d'association et de réunion, leur droit de prendre part aux affaires publiques et de voter et leur droit à la vie de famille, y compris celui de se marier¹⁰¹.

40. Dans une communication présentée conjointement par huit organisations non gouvernementales (JS1), il est fait état des problèmes rencontrés par un grand nombre des quelque 200 000 membres de la communauté tamoule qui travaillent dans les plantations des hauts plateaux, et qui sont reconnus comme citoyens, en application de la loi n° 35 de 2003 sur la citoyenneté et d'autres textes de loi, pour obtenir l'inscription de leur nom sur les listes électorales. JS1 relève en outre que, dans la majorité des cas, les jeunes Tamouls de cette communauté qui sont arrêtés et placés en détention sont ceux qui n'ont pas pu présenter leur carte nationale d'identité afin de prouver leur identité pour la simple raison qu'il n'existe pas de service adéquat chargé de la délivrance de ces documents sur la plantation, alors que la plupart d'entre eux y sont nés¹⁰². Il est aussi précisé dans cette communication que, bien que le tamoul soit reconnu comme une langue officielle, les fonctionnaires qui travaillent dans les plantations des hauts plateaux ne le connaissent pas, ce qui ne facilite pas la communication entre les Tamouls et les représentants de l'État¹⁰³. Les ONG soulignent aussi l'aggravation des conditions de pauvreté dans lesquelles vivent les personnes qui travaillent dans les plantations, ainsi que le faible taux d'alphabétisation et l'absence de services de santé de base dans les plantations¹⁰⁴. Dans ces communautés, il arrive fréquemment que les femmes soient contraintes à utiliser des moyens de contraception et de stérilisation, en violation de leurs droits en matière de procréation¹⁰⁵.

11. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

41. Selon HRW, plus de 125 000 femmes sri-lankaises quittent leur pays chaque année pour aller travailler comme employées de maison. Si un grand nombre d'entre elles ont pu ainsi investir l'argent qu'elles avaient gagné dans la construction d'une maison et le financement de l'éducation de leurs enfants, d'autres sont exploitées par les agences de recrutement et par les employeurs et ne peuvent pas compter sur la protection des autorités sri-lankaises ou de celles du pays d'accueil. En dépit de certaines améliorations récentes, le Gouvernement sri-lankais ne parvient pas à réglementer ce vaste marché. Les services dispensés par les missions de Sri Lanka à l'étranger sont inégaux. Lorsqu'elles rentrent au pays, ces employées de maison déclarent rencontrer beaucoup de difficultés pour porter plainte et obtenir réparation¹⁰⁶.

42. WMC précise qu'en mars 2007 le Gouvernement a tenté d'interdire aux femmes ayant des enfants de moins de 5 ans de partir travailler à l'étranger. L'organisation ajoute que les travailleurs migrants à l'étranger ne peuvent exercer leur droit de vote à Sri Lanka¹⁰⁷.

12. Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

43. Selon le SLDF, le nombre de personnes déplacées en raison du conflit serait actuellement évalué à un demi-million ou plus. Trois cent mille d'entre elles ont été récemment déplacées depuis la reprise des hostilités en avril 2006¹⁰⁸.

44. L'organisation souligne que les personnes déplacées vivent dans des conditions de pauvreté extrêmes et n'ont pas accès au logement, aux soins de santé et à l'éducation; nombre d'entre elles ont déjà été déplacées à plusieurs reprises¹⁰⁹. WMC note l'inquiétude qui règne dans les familles, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, au sujet de la sécurité des jeunes femmes et des violences sexuelles auxquelles elles sont exposées, ce qui les incite à arranger des «mariages» pour les adolescentes. Elles préfèrent s'abstenir d'envoyer les filles à l'école en raison du nombre accru de postes de contrôle. Dans les camps et les centres de protection sociale, les services de santé et de conseil en matière de contraception, d'obstétrique et d'alimentation des enfants en bas âge sont souvent rudimentaires. Les femmes célibataires ou veuves qui doivent assumer seules le bien-être de la famille sont particulièrement désavantagées en ce qui concerne l'accès aux services et aux prestations d'aide sociale¹¹⁰.

45. Selon HRW, l'année dernière, les autorités ont contraint les personnes déplacées à retourner dans leur région d'origine dans certains secteurs de l'est du pays où un climat d'insécurité demeure en raison des activités des groupes armés, de la présence de mines terrestres ou du risque de reprise des combats. La protection de ces personnes n'est pas assurée malgré la présence du HCR et elles font régulièrement l'objet de menaces voire d'actes de violence, y compris d'enrôlement forcé, et ce aussi bien par les LTTE que par les groupes armés favorables au Gouvernement. Dans certains cas, ces personnes ne peuvent pas retourner dans leur maison du fait de la création de zones de haute sécurité contrôlées par l'armée. Les rapatriés sont souvent victimes de mesures de représailles¹¹¹. Des organisations d'aide internationale et des institutions des Nations Unies se sont déclarées préoccupées d'apprendre que le Gouvernement contraignait les personnes déplacées à retourner dans les régions ravagées par les combats¹¹².

14. Droits de l'homme et lutte antiterroriste

46. L'OMCT relève l'introduction, dans le règlement d'exception, de la notion très vaste et mal définie de délit terroriste qui a pour effet de pénaliser les actes contraires à la loi et à l'ordre public motivés par la volonté d'introduire des «changements dans la politique ou au sein du

gouvernement» ou de contraindre ou d'empêcher l'État de prendre certaines mesures. Une formulation aussi vague peut englober des activités telles que la participation à des manifestations pacifiques ou à des grèves ou l'organisation de telles manifestations¹¹³. Le LIDLIP ajoute que la loi de décembre 2006 sur la prévention et l'interdiction du terrorisme et de certaines activités terroristes autorise pratiquement la pénalisation de toute activité préjudiciable à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre public ou au maintien de services essentiels et l'arrestation sans mandat et sans inculpation de toute personne soupçonnée d'avoir agi ainsi, ainsi que sa mise en détention pour une durée d'une année environ¹¹⁴. L'ACHR ajoute que la législation renforce l'impunité en autorisant l'exemption de toute poursuite judiciaire pour les membres des forces de sécurité ayant agi ainsi de bonne foi¹¹⁵.

III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES

47. Le SLDF note que le Ministère de la gestion des catastrophes et des droits de l'homme, créé vers la fin de l'année 2005, a adopté un certain nombre de mesures dans le domaine des droits de l'homme, telles que la convocation d'une commission interministérielle chargée de suivre les enquêtes sur les violations des droits de l'homme et la création d'un groupe consultatif de la société civile¹¹⁶.

IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS

s.o.

V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

s.o.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a non-Governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council.)

Civil Society

ACHR	Asian Centre for Human Rights*, New Delhi, India.
AI	Amnesty International*, London, United Kingdom.
ALRC	Asian Legal Resource Centre*, Hong Kong, China.
BFRL	The Becket Fund for Religious Liberty, Washington, D.C., USA.
COHRE	Centre on Housing Rights and Evictions*, Geneva, Switzerland.
CSW	Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom.
EG	Equal Ground, Colombo, Sri Lanka.
GIECP	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London, United Kingdom.
JS1	Joint submission (1) of Human Development Organization, International Movement against All Forms of Discrimination and Racism Asia Committee*, Satyodaya Centre, Citizen's Watch, University Students, HEARTS, Human Power Foundation, Up-Country teachers, Kandy, Sri Lanka.
HELP	HELP, Sri Lanka, Human Rights, Equality, and Lasting Peace, Washington, D.C., USA.
HRW	Human Rights Watch*, New York, NY, USA.
ITS	Ilanikai Tamil Sangam, Maryknoll, NY, USA.

LIDLIP	International League for the Rights and Liberation of People*, Geneva, Switzerland.
ILGA	International Lesbian and Gay Association, ILGA-Europe*, Equal Ground Sri Lanka, International Gay and Lesbian Human Rights Commission, ARC International, joint submission, Brussels, Belgium.
IRPP	Institute on Religion and Public Policy, Washington, D.C., USA.
II/TCHR	Interfaith International*, Tamil Centre for Human Rights, joint submission, Geneva, Switzerland.
ICJ	International Commission of Jurists*, Geneva, Switzerland.
JS2	Joint submission (2) of International Dalit Solidarity Network, International Movement against All Forms of Discrimination and Racism Asia Committee*, Human Development Organisation, Copenhagen, Denmark.
IDMC	International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland.
IED/AHL	International Educational Development, Inc.*, Association of Humanitarian Lawyers, joint submission, San Francisco, CA, USA.
IHRC	Islamic Human Rights Commission, Wembley, United Kingdom.
JCSR	Joint Civil Society Report, jointly submitted by Association of Family Members of the Disappeared, Association of War Affected Women, Centre for Human Rights and Development, Centre for Policy Alternatives, Centre for Society and Religion, Centre for Women and Development, Christian Alliance for Social Action, Citizens' Committee, Community Trust Fund, Ecumenical Association of Third World Theologians, Equal Ground, Families of the Disappeared, Father J. J. Bernard, Free Media Movement, Gampaha District Human Rights Committee, Dr. Mario Gomez, Home for Human Rights, Human Development Organisation, INFORM Human Rights Documentation Centre, International Friends for Global Peace, International Movement Against Discrimination and Racism, Law & Society Trust, Muslim Information Centre, Research and Action Forum for Social Development, Rights Now - Collective for Democracy, Right to Life Human Rights Centre, Transparency International Sri Lanka, United Federation of Labour, Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka.
MAN	Manitham, Chennai, Tamil Nadu, India.
MRG	Minority Rights Group International*, London, United Kingdom.
OMCT	World Organisation Against Torture*, Geneva, Switzerland.
PEARL	People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA.
SLDF	Sri Lanka Democracy Forum, USA.
SLCSWG	Sri Lankan Civil Society Working Group on Child Recruitment (Centre for Policy Alternatives, Institute of Human Rights, National Peace Council, Law and Society Trust, Mothers and Daughters of Lanka, International Movement against All Forms of Discrimination), joint submission, Colombo, Sri Lanka.
STP	Society for Threatened Peoples*, Göttingen, Germany.
TIC	Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom.
TRO	Tamils Rehabilitation Organisation, Colombo, Sri Lanka.
WMC	Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka.

² World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.2. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.2; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.7.

³ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.4.

⁴ Amnesty International, London, United Kingdom, p.1-2. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.2; Interfaith International/Tamil Centre for Human Rights, joint submission, Geneva, Switzerland, p.1; International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.3.

- ⁵ Amnesty International, London, United Kingdom, p.4. See also Manitham, Tamil Nadu, India, p. 3.
- ⁶ Amnesty International, London, United Kingdom, p.1.
- ⁷ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.5-6. See also Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4; Amnesty International, London, United Kingdom, p.1.
- ⁸ World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.2. See also People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.5.
- ⁹ Amnesty International, London, United Kingdom, p.1. See also Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.2; Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4.
- ¹⁰ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.6; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.4; International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.4.
- ¹¹ People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.1-2.
- ¹² Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5. See also Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4.
- ¹³ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.6. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.4; Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5; International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.4; Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.2-3; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.3; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.4; World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.1; Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4; People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.1.
- ¹⁴ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.6.
- ¹⁵ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5.
- ¹⁶ International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.5. See also People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.4.
- ¹⁷ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.7.
- ¹⁸ Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.2-3.
- ¹⁹ International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.5.
- ²⁰ Joint submission (2), Copenhagen, Denmark, p.4.
- ²¹ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.1, 4-5.
- ²² Centre on Housing Rights and Evictions, Geneva, Switzerland, p.8.
- ²³ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.3.
- ²⁴ Joint submission (2), Copenhagen, Denmark, p.1.
- ²⁵ Joint submission (2), Copenhagen, Denmark, p.5.
- ²⁶ Equal Ground, Colombo, Sri Lanka, p.1. See also International Lesbian and Gay Association, joint submission, Brussels, Belgium, p.1.
- ²⁷ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.6.
- ²⁸ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.1.
- ²⁹ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.1. See also HELP, Sri Lanka, Human Rights, Equality, and Lasting Peace, Washington, D.C., USA, p.2.
- ³⁰ Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.3. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.2; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.3.

- ³¹ Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.1-2. See also Asian Legal Resource Centre, Hong Kong, China, p.3; Ilankai Tamil Sangam, p. 3 and Manitham p. 3; Ilankai Tamil Sangam, Maryknoll, NY, USA, p. 3 and Manitham, Tamil Nadu, India, p. 3.
- ³² Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.1. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.7; Amnesty International, London, United Kingdom, p.2; People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.5.
- ³³ People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.5.
- ³⁴ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.6.
- ³⁵ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4. See also International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.2.
- ³⁶ International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.6-7.
- ³⁷ International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.3-4. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.3; Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.2; People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.3; Tamils Rehabilitation Organisation, Colombo, Sri Lanka, p.1-3, also for information on individual cases.
- ³⁸ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.5-6.
- ³⁹ Amnesty International, London, United Kingdom, p.2. See also International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.2-3.
- ⁴⁰ Asian Legal Resource Centre, Hong Kong, China, p.2-3. See also Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.3-4; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.3, also for information on individual cases.
- ⁴¹ Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.2. See also People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.4; Asian Legal Resource Centre, Hong Kong, China, p.1; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.3.
- ⁴² Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.6-7.
- ⁴³ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.3.
- ⁴⁴ Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.2.
- ⁴⁵ Amnesty International, London, United Kingdom, p.4.
- ⁴⁶ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.6.
- ⁴⁷ Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London, United Kingdom, p.2.
- ⁴⁸ Sri Lankan Civil Society Working Group on Child Recruitment, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.1.
- ⁴⁹ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.7-8. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.3; Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3; People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.3; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.3; Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.2; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.4; Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.3.
- ⁵⁰ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.5-6.
- ⁵¹ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5.
- ⁵² Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.4.
- ⁵³ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.2.
- ⁵⁴ International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.3. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.4.

- ⁵⁵ Amnesty International, London, United Kingdom, p.3. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.3; Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.1. See also People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.4; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.1.
- ⁵⁶ Amnesty International, London, United Kingdom, p.4.
- ⁵⁷ Asian Legal Resource Centre, Hong Kong, China, p.2; see also for information on individual cases. See also Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.1-2.
- ⁵⁸ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.3.
- ⁵⁹ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.2.
- ⁶⁰ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.5-6.
- ⁶¹ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.5. See also International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p. 3, 4; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.4-5.
- ⁶² Asian Legal Resource Centre, Hong Kong, China, p.4. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.5.
- ⁶³ Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.2.
- ⁶⁴ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.6-7.
- ⁶⁵ Amnesty International, London, United Kingdom, p.4. See also World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.1; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.3; Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.2; International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.4.
- ⁶⁶ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.2. See also Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.2; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.3.
- ⁶⁷ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4. See also International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.3; World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.2-3.
- ⁶⁸ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3-4. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4.
- ⁶⁹ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.5.
- ⁷⁰ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.3.
- ⁷¹ OMCT, p.2. See also International Commission of Jurists, Geneva, Switzerland, p.4.
- ⁷² Amnesty International, London, United Kingdom, p.4-5.
- ⁷³ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.5-6.
- ⁷⁴ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.6.
- ⁷⁵ International Lesbian and Gay Association, joint submission, Brussels, Belgium, p.1. See also Equal Ground, Colombo, Sri Lanka, p.1.
- ⁷⁶ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.1, 4-5.
- ⁷⁷ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4.
- ⁷⁸ IDMC, p.2.
- ⁷⁹ Institute on Religion and Public Policy, Washington, D.C., USA, p.1. See also Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.6.
- ⁸⁰ The Becket Fund for Religious Liberty, Washington, D.C., USA, p.2-3.
- ⁸¹ The Becket Fund for Religious Liberty, Washington, D.C., USA, p.1-2.

- ⁸² Institute on Religion and Public Policy, Washington, D.C., USA, p.1. See also People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.5; Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.5; Interfaith International/Tamil Centre for Human Rights, joint submission, Geneva, Switzerland, p.2.
- ⁸³ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5.
- ⁸⁴ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.9. See also Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.2.
- ⁸⁵ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.4; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.6; Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.9; People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.5; Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.3.
- ⁸⁶ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.6-7.
- ⁸⁷ World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.2. See also Amnesty International, London, United Kingdom, p.4; Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.4.
- ⁸⁸ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.6.
- ⁸⁹ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.4.
- ⁹⁰ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.3-4.
- ⁹¹ Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.5.
- ⁹² International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.3; see for more details.
- ⁹³ Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.1. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4; HELP, Sri Lanka, Human Rights, Equality, and Lasting Peace, Washington, D.C., USA, p.2.
- ⁹⁴ International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.6. See also Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.2-3.
- ⁹⁵ World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.3.
- ⁹⁶ Joint Civil Society Report, joint submission, Colombo, Sri Lanka, p.5-6.
- ⁹⁷ International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.1-2.
- ⁹⁸ People for Equality and Relief in Lanka, Glenn Dale, USA, p.2. See also Interfaith International/Tamil Centre for Human Rights, joint submission, Geneva, Switzerland, p.2.
- ⁹⁹ Islamic Human Rights Commission, Wembley, United Kingdom, p.2.
- ¹⁰⁰ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.5.
- ¹⁰¹ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.10.
- ¹⁰² Joint submission (1), Kandy, Sri Lanka, p.2.
- ¹⁰³ Joint submission (1), Kandy, Sri Lanka, p.2.
- ¹⁰⁴ Joint submission (1), Kandy, Sri Lanka, p.2-3.
- ¹⁰⁵ Joint submission (1), Kandy, Sri Lanka, p.3-4.
- ¹⁰⁶ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.4-5.
- ¹⁰⁷ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.4.
- ¹⁰⁸ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4. See also Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom, p.3; International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland, p.1; Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.1; Ilankai Tamil Sangam, Maryknoll, NY, USA, p.3.

¹⁰⁹ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4. See also Centre on Housing Rights and Evictions, Geneva, Switzerland, p.4; Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.1; Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.5.

¹¹⁰ Women and Media Collective, Colombo, Sri Lanka, p.3.

¹¹¹ Human Rights Watch, New York, NY, USA, p.3. See also Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.4; Minority Rights Group International, London, United Kingdom, p.1; Amnesty International, London, United Kingdom, p.3; Centre on Housing Rights and Evictions, Geneva, Switzerland, p.5; Interfaith International/Tamil Centre for Human Rights, joint submission, Geneva, Switzerland, p.2.

¹¹² Society for Threatened Peoples, Göttingen, Germany, p.1.

¹¹³ World Organisation Against Torture, Geneva, Switzerland, p.2-3.

¹¹⁴ International League for the Rights and Liberation of People, Geneva, Switzerland, p.3. See also Tamil Information Centre, Kingston Upon Thames, United Kingdom, p.2.

¹¹⁵ Asian Centre for Human Rights, New Delhi, India, p.2.

¹¹⁶ Sri Lanka Democracy Forum, USA, p.7.
